la cause du peuple

N°35 février-mars 2019

Le journal des luttes du peuple

PAS DE DÉBAT AVEC LES ENNEMIS DU PEUPLE

FLICS ET FASCISTES, HORS DES MANIFS!



l'éditorial



Solidarité contre la répression de l'État !

Depuis Novembre, le mouvement des Gilets Jaunes agite l'État français. Blocages, manifestations, grèves, une lutte prolongée s'est engagée face à l'État bourgeois et ses réformes, et le mouvement s'est abattu comme un déferlement de colère sur le gouvernement de Macron.

Comme nous l'avons rappelé dans de nombreux articles, l'intérêt de l'État dans cette situation, c'est de briser la combativité des révoltées et révoltés, par tous les moyens. Avec sa police surarmée, son bras armé, l'État mutile, tue et blesse donc depuis Novembre. Il encourage et supervise l'utilisation des lanceurs en tirs tendus qui défigurent, des grenades qui mutilent, des matraques qui fracassent, et des gaz qui étouffent.

Mais surtout, l'État arrête massivement celles et ceux qui se retrouvent au contact avec la police, ou qui se baladent en marge des manifestations à proximité des cordons. Il vise les personnes les plus exposées, les moins protégées, et les enferme. En 3 mois, ce sont 8 400 personnes qui ont été interpellées, et 1 800 condamnées à de grosses peines comme de la prison. Dans les profils de ces Gilets Jaunes condamnés, beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers, de personnes au chômage, qui vivent la misère quotidienne de la société de Macron. Les enfermer, comme l'État le fait, c'est une injustice de classe ! Pendant que les riches et puissants bourgeois sont bien tranquilles malgré leurs crimes, les révolutionnaires innocents qui se soulèvent pour les masses sont menottés et mis en cage.

Un sympathisant de notre journal, qui a déjà aidé à le distribuer dans le mouvement des Gilets Jaunes, fait face à cette répression. Lors des manifestations Gilets Jaunes du 5 février, sur la Place de la Concorde à Paris, la police l'a spécifiquement visé et arrêté sans preuve. C'est le résultat de plusieurs mois de lutte où il était toujours là, ils l'avaient dans le collimateur.

Une camarade Gilet Jaune note : « Ce jeune a, notamment, sous mes yeux, extrait une personne blessée de la foule, pour la mettre en sécurité avant l'arrivée des médics et sans se préoccuper une seconde qu'il aurait pu cette fois précise, se prendre un tir tendu en pleine tête. Il a été ciblé quelques semaines après, uniquement parce que repéré sur les manifs depuis le début. »

Une cagnotte a été ouverte pour l'aider à payer ses frais de justice. Pour y accéder, tapez www.leetchi.com/fr/cagnottes et recherchez «Solidarité avec Marceau jeune Gilet Jaune».

Vous pouvez également envoyer des dons adressés à SR, à l'adresse 21ter rue Voltaire, 75011 Paris avec une note de soutien contre la répression. Tous les dons seront intégralement reversés pour les frais de justice et l'anti-répression.

Solidarité avec tous les inculpés du mouvement !

Être révolutionnaire n'est pas un crime !



sommaire

Hommage
★ A notre Camarade Pierre *(p.3)*

Lutte de classe
★ Lyon antifasciste *(p.4)*
★ Loi «anti-casseurs» *(p.4)*
★ Foulards rouges *(p.5)*
★ Anti-répression *(p.5)*
★ Le Pen et les GJ *(p.6)*
★ Sur la grève du 5 février *(p.6)*
★ Hommage à Franck *(p.7)*
★ La répression dans nos quartiers *(p.7)*

Résistances
★ Expulsion de 200 personnes *(p.8)*
★ Free Batisti *(p.9)*
★ Georges Abdallah *(p.10)*

International
★ Vénézuela *(p.11)*
★ Philippines *(p.11)*
★ Irlande *(p.11)*

Culture
★ Contre la répression *(p.12)*

Retour sur l'Hommage au Camarade Pierre

Le 19 Janvier, nous avions organisés au Cimetière du Père Lachaise un Hommage au Camarade Pierre, décédé en Décembre 2017. Voilà le texte lu à cette occasion pour la Cause du Peuple.



Camarades et Ami.es,

Nous avons organisé cet hommage, un an après celui à la Bourse du Travail, pour honorer la mémoire de notre Camarade Pierre. Pour le média révolutionnaire La Cause du Peuple, le Camarade Pierre était plus qu'un Camarade, il était un dirigeant, une étincelle qui a permis à notre média d'être relancé en 2010, avec l'assistance d'autres camarades.

La Cause du Peuple et le Camarade Pierre, c'est une longue histoire. Quand il était jeune, à la Gauche Prolétarienne, il a vendu le journal comme militant de base, comme tant d'autres, et n'a jamais oublié ce qui était à l'intérieur. Fidèle au message révolutionnaire qu'il tentait de propager, il a maintenu cette position et ce cap, contre tous les vents contraires, pendant les plusieurs dizaines d'années qui séparent la Cause du Peuple de la Gauche Prolétarienne et notre Cause du Peuple actuelle. Il n'a jamais abandonné la ligne révolutionnaire qu'il tenait, il n'a jamais laissé tombé la lutte pour la culture, la propagande et l'agitation révolutionnaire, comme en témoigne les nombreux numéros originaux de l'ancienne Cause du Peuple que nos camarades ont trouvé après son décès dans ses archives. Communiste, révolutionnaire et syndicaliste, il s'est toujours démené pour faire passer les idées des masses en premier.

Il avait toujours à l'esprit la première mission d'agitation des révolutionnaires, celle de transmettre, de diffuser et de propager la voix des masses populaires à celles et ceux qui font entendre la leur, sur les piquets, dans la rue, sur les lieux de travail, sur les lieux de vie. Avec acharnement et détermination, le Camarade Pierre savait que les masses qui relèvent la tête et se préparent à lutter sont invincibles, et que la propagande révolutionnaire qui partage leurs idées, leurs combats et leurs luttes ici et dans le monde entier, les rend capable de gagner toutes leurs batailles en renforçant leur optimisme révolutionnaire.

Alors, quand en Septembre 2010, des révolutionnaires sincères réunis autour du Camarade Pierre ont mis en place les premiers numéros de la nouvelle édition de la Cause du Peuple, ils l'ont fait avec ces seuls buts en tête : celui de préparer l'agitation révolutionnaire, de propager les luttes justes des masses populaires, et de participer à la construction de tous les instruments de la révolution ici, dans l'État français, au service de la révolution mondiale. Pendant plus de 7 ans, le Camarade Pierre a assuré ce rôle au sein de la Cause du Peuple, journal du Front Révolutionnaire, en tenant les abonnements, gérant la boite aux lettres, les impressions à Paris, les envois et tant d'autres choses. Malgré son âge avancé, il vendait encore à pleins poumons la Cause du Peuple à la criée qu'il soit seul ou avec des Camarades.

Son rôle dans la relance de notre média ne sera jamais oublié. Si nous sommes capables aujourd'hui de diffuser la Cause du Peuple de plus en plus largement, de développer un site et des formes d'expression différentes comme les vidéos, c'est grâce au travail acharné du Camarade Pierre, qui a préparé le terrain à un média fertile et utile à celles et ceux qui luttent au quotidien. A mesure que nous développerons notre média, nous garderons toujours en tête ses enseignements, ceux d'être immergés dans les masses, de partager et diffuser tout ce qui sert à les renforcer, et de se servir pour ça de tous nos outils de transmission, donc évidemment d'un média révolutionnaire dédié.

Honneur à toi, Camarade Pierre, pour avoir été la clé de voûte de la Cause du Peuple !

Tenons haut la mémoire des révolutionnaires sincères comme le Camarade Pierre !

Une étoile rouge ne meurt jamais !

Gilets Jaunes : à Lyon, les fascistes ne sont pas les bienvenus

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, des militants fascistes ont tenté de récupérer le mouvement à Lyon. Les militants de Génération Identitaire, du Bastion Social et de l'Action Française sont venus presque tous les samedis, systématiquement dans le but de chasser des manifestations les mots d'ordres progressistes et celles et ceux qui les portent. Cela s'est traduit par de multiples agressions contre des gilets jaunes portant fièrement des valeurs antiracistes mais aussi contre des travailleurs refusant les tentatives de récupération du mouvement par les fascistes, un cheminot a par exemple été agressé par ces nervis fascistes. Depuis quelques semaines, le rapport de force semble s'inverser et les fascistes sont en perte de terrain. Sur le plan idéologique, ils n'ont pas ou très peu d'emprise sur le mouvement. Leur ridicule tentative de dévier le mouvement sur le pacte de Marrakech s'est soldée par un échec.

Les revendications portées par les gilets jaunes de Lyon et d'ailleurs sont de plus en plus sociales, les travailleurs et les travailleuses comprennent bien que leurs ennemis sont les bourgeois et non les immigrés. Lors des assemblées générales qui se tiennent tous les lundis à la bourse du travail, c'est bel et bien cette volonté d'un mouvement antiraciste et social qui ressort. Ainsi, deux assemblées générales successives au mois de janvier ont voté le principe de l'exclusion des groupuscules racistes et violents des manifestations.

Lors de l'acte 11, le 26 janvier, ces nervis fascistes ont agressé une personne dans la manifestation mais ils ont été très rapidement repoussés par la foule aux cris de « fachos cassez vous » et ont du se cacher derrière la police qui a tiré des grenades lacrymogènes afin de les protéger. Lors de l'acte 12, le 2 février, une cinquantaine de jeunes issus de quartiers populaires ont chargé les fascistes et les ont dégagé de la manifestation.

Les nervis d'extrême droite, suppôts du patronat, n'ont pas leur place dans les mouvements sociaux. Ce sont des ennemis politique, des ennemis de classe. Pas de fachos dans nos manifs, pas de manifs pour les fachos !

L'Assemblée Nationale vote la loi anti-manifestation

La criminalisation des révoltées et révoltés continue dans l'Etat français. Poussée par la droite, l'extrême-droite et la majorité de Macron, le droit de manifester a été attaqué dans la nuit du 30 au 31 janvier.

Désormais, l'administration (le préfet) pourra désigner individuellement des interdictions de manifester, avec des critères larges. Braver cet interdit exposera les personnes concernées à six mois d'emprisonnement et 7 500 € d'amendes. En plus de ça, les manifestantes et manifestants se couvrant le visage commettront désormais un délit, puni par 1 an de prison et 15 000 € d'amende. Plus que ça, il faudra pouvoir fournir des "motifs légitimes" pour se justifier. Une personne arrêtée et ne pouvant pas se justifier sera donc présumée coupable.

Cette nouvelle loi a été dénoncée largement par l'ensemble des organismes d'observation des libertés, car elle est une attaque dangereuse sur le droit de manifester. Le gouvernement s'enfonce dans le marasme, et réagit au mouvement de masse contre lui avec un virage sécuritaire.



Foulards Rouges : La marche républicaine anti-Gilets Jaunes

Dimanche 27 Janvier, le mouvement des "Foulards Rouges" (sic) a manifesté de Nation à Bastille contre les "violences" du mouvement des Gilets Jaunes. Lancée par des soutiens du gouvernement, la manifestation qui devait être un coup d'arrêt aux Gilets Jaunes, revendiquant que les pro-Macron sont "aussi le peuple", a peiné à rassembler plus de 10 000 personnes à Paris selon les chiffres officiels, malgré le déploiement de bus et d'autocars partout en France.



Des Gilets Jaunes en ont profité pour rigoler un peu !

Alors qui est sorti dans la rue ce dimanche, lendemain de l'Acte 11 des Gilets Jaunes, qui a encore fait son lot de blessés ? Principalement des pro-flics, pro-gouvernement (dont des élus de la majorité de Macron), mais aussi petits bourgeois et méprisants envers les Gilets Jaunes et tout projet révolutionnaire. Dans les slogans, la défense des institutions : « police, gendarmerie, République, même combat » ; « touche pas à mon flic ». Le mépris de classe aussi : "Gilets Jaunes, au boulot ! ".

Les Foulards Rouges (on se demande encore où ils sont allés chercher que le foulard rouge était le symbole de défense de la république…), c'est la réaction des beaux quartiers de Paris et des timorés face à la révolte populaire qui éclate depuis plusieurs mois sous leurs fenêtres. C'est une manifestation encadrée et soutenue par l'Etat, au contenu réactionnaire et aux symboles dégoulinants de républicanisme bourgeois.

Alors même après ce flop, avec "10 000" personnes (sic) sur tout l'Etat français pour une première manif, les organisateurs n'excluent pas d'appeler à d'autres rassemblements. A côté des grandes manifestations réactionnaires des gaullistes et des soutiens de la droite de ces dernières décennies, ce mouvement a intérêt d'utiliser ses "Foulards Rouges" pour cacher sa pâle figure.

Gilets Jaunes : défilés contre les violences policières et la répression

Le week-end du 2 février, des milliers de Gilets Jaunes ont encore une fois pris la rue. Cette fois ci, c'était plus précisément pour dénoncer les violences policières. Plus de 5500 personnes à Valence, et bien d'autres ailleurs.

Depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, plusieurs centaines de manifestantes et manifestants ont été gravement blessés, 14 personnes sont décédées, et les cas de violences policières se comptent en centaines voire en milliers.



Les lanceurs de balle de défense censés être utilisés en cloche et à distance réglementaire avec sommation, ont été tirés plus de 9200 fois par les flics depuis Novembre. Ils ont causé à de nombreuses personnes des mutilations. Leur utilisation a été maintenue hier

Tout cela montre une violence policière extrême, et une lutte contre ces violences. Elle rappelle la lutte contre les violences policières quotidiennes subies dans les quartiers populaires et les banlieues en général, où la BAC et les brigades d'intervention se prennent pour des cow-boys et martyrisent, violent et tuent sans conséquence.

Tous unis, nous devons lutter contre les violences policières ! Autodéfense populaire !

Le Pen soutient-elle les gilets jaunes ?

Depuis le 17 novembre, Le Pen et le Rassemblement National prétendent soutenir les Gilets Jaunes. « Un mouvement populaire légitime », selon eux.



Pourtant, le RN et sa leader Marine Le Pen ont, dès le départ, essayé de réduire le mouvement au rejet de quelques taxes, qui « écraseraient les classes moyennes ». Jamais le RN n'a parlé, pour le mouvement des Gilets Jaunes, des ouvriers, qui composent le cœur du mouvement et qui portent l'offensive.

Nos camarades de LePoing.info ont fait un compte rendu d'une audience suite à une manifestation à Montpellier. Sur sept prévenus, six au moins sont des ouvriers, un seul est peut être agent de bureau, et tout autant prolétaire.

Le Rassemblement National soutient les Gilets Jaunes de la classe moyenne, les petits patrons qui roulent en grosse bagnole.

Mais d'un autre coté, Le Pen a annoncé que son camp voterait la loi Anti-Casseurs de Castaner. Déjà, en 2010, Le Pen proposait d'interdire les manifestations, traitait ceux qui manifestaient contre la réforme des retraites de « casseurs ». En 2016, elle s'opposait aux manifestations contre la loi Macron, estimant qu'il était impensable de manifester pendant l'état d'urgence et qu'il faudrait interdire les défilés… Et maintenant Le Pen votera la loi « anticasseurs ».

Les ouvriers, les prolétaires, n'ont jamais rien obtenu par le pacifisme, par la légalité, par des petits défilés bien tranquilles. Aujourd'hui, ils montent dans les grandes villes pour foutre le bordel chez les bourgeois. Et que demande Le Pen ? Des lois contre les « casseurs » qui n'auraient « rien à voir avec le mouvement » ! Dès le 7 décembre, elle envoyait une lettre pour se dissocier de la casse, cette même casse qui a permis le retrait de la CSG, la baisse de quelques taxes ou encore l'accélération de la hausse de la prime d'activité…

A coté de ça, Le Pen et son parti votent systématiquement contre les lois qui remettraient ne serait ce qu'un tout petit peu les privilèges de quelques uns, comme celle sur le droit des affaires. Sans compter l'opposition frontale du RN à la hausse du smic… Sous pretexte que ça attaquerait les petits patrons.

Il est plus facile de défendre les grosses entreprises en prétendant défendre les petites, d'attaquer les ouvriers immigrés que de défendre les prolétaires Français ou non !

Le Pen est une ennemie des gilets jaunes. Il n'y a aucun adversaire institutionnel à Macron !

Un seul camp, celui du peuple ! Boycottons le grand débat, boycottons les élections ! Voter Le Pen, c'est voter Castaner et Macron !

Sur les grèves du 5 février

A l'appel de syndicats de la CGT, de nombreux lieux de travail seront en grève le 5 février. Cette grève générale a été rejointe par de nombreux Gilets Jaunes, la poussant plus loin au mot d'ordre de grève générale illimitée.

Il est clair que cette forme est juste, et que si elle prend et qu'elle dure dans le temps, elle peut permettre au mouvement des Gilets Jaunes de bloquer la production, et donc les profits, et de par conséquent créer une ligne de démarcation de classe claire et nette entre l'Etat bourgeois qui n'a absolument pas envie d'une telle situation et la classe ouvrière.

Nous, à la Cause du Peuple, nous soutenons tous les appels à la grève, à rejoindre les luttes que nous avons déjà chroniqué ici, comme à Geodis à Gennevilliers, à Paprec, dans les lycées et partout où des blocages, des occupations et des piquets sont tenus.

Après le 5 février, la méthode de grève unique et courte poussée par les centrales syndicales n'a pas entraîné d'élan vers la grève générale. Malgré tout, la lutte continue sur les lieux de travail comme partout ailleurs !



Aquitaine : Franck, livreur, décède au travail

Le 18 janvier, un jeune livreur à vélo de 18 ans, Franck Page est renversé par un camion à Pessac (banlieue de Bordeaux). Il était à ce moment là en pleine course, dans l'exercice de son travail.

Franck bossait pour Uber Eats afin de compléter ses bourses pour ses études. Une marche en son honneur a été organisée à Bordeaux, dimanche 27 janvier, place de la Victoire. Une cagnote a aussi été mise en place.

La mort de Franck n'est pas anodine. Elle montre comment les nouveaux jobs comme celui de livreur à vélo pour une plateforme en ligne, sont similaires à tous les métiers ouvriers que nous connaissons déjà depuis des dizaines d'années. En France, les morts au travail se comptent dans les plusieurs centaines chaque année, et les accidents du travail



graves dans les centaines de milliers. Cela démontre que les conditions de travail, que l'on soit ouvrier du bâtiment, comme un homme de 34 ans décédé lundi 21 janvier, ou livreur à vélo, sont les mêmes : exécrables, insécuritaires et taillées pour garantir au patron l'efficacité maximale au détriment du bien-être physique et mental des ouvrières et ouvriers.

A La Cause du Peuple, nous refusons de parler d'accident lorsqu'il s'agit de la mort de nos frères et soeurs de classe. Les risques pris au travail, ce sont des risques imposés par les dirigeants, qu'ils soient des patrons en chair et en os, des contremaîtres, ou invisibles derrière une plateforme comme Uber Eats. Les morts qui en découlent ne sont pas des accidents.

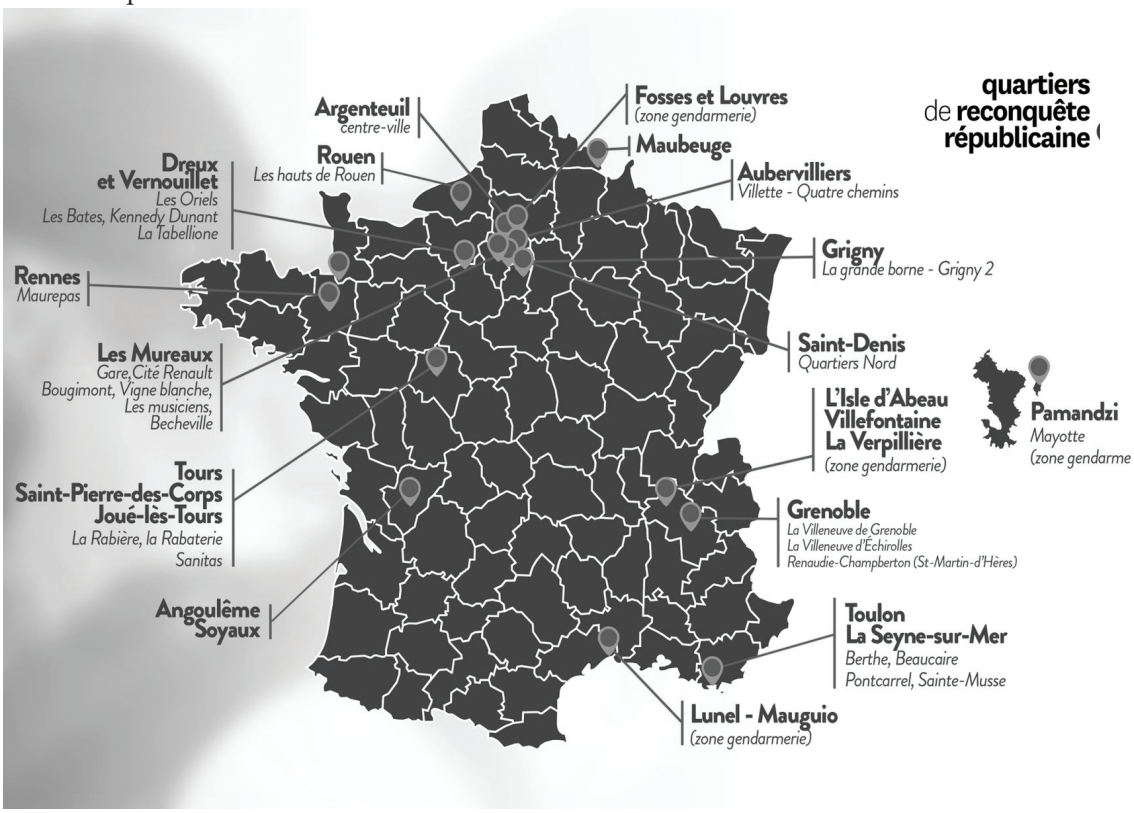
« Quartiers de reconquête républicaine » : le maintien de l'ordre à la française

Un vocabulaire digne du far-west et de la conquête de l'ouest américaine, tiré de l'imaginaire "cowboy contre indiens" qu'on retrouve souvent dans la tête des flics dans les quartiers : c'est dans ces termes que Castaner, ministre de l'intérieur, a annoncé 32 nouveaux quartiers "QRR", "quartiers de reconquête républicaine".

En Ile de France surtout, avec Aubervilliers, Grigny, le quartier nord de Saint-Denis, mais aussi à Rouen, Lunel, Grenoble dans les colonies comme à Pamandzi à Mayotte.

Les QRR, qui existent depuis Gérard Collomb, ancien ministre de l'intérieur et maire de Lyon qui avait laissé proliférer les milices fascistes qui tabassent et ratonnent en toute sécurité. Dans les faits, ils consistent en un nombre de flics renforcés dans ces zones dans le cadre de la "Police de sécurité du quotidien" (PSQ). C'est le renforcement du flicage et le déploiement de nouveaux cowboys en plus de la BAC et de la municipale, "une police forte" comme dit Castaner.

Désormais ce seront plus de 42 quartiers qui seront concernés par ces mesures, et des centaines de nouveaux flics déployés spécifiquement à ces endroits là. Depuis l'Etat d'urgence permanent et l'augmentation croissante de la répression de l'Etat, le maintien de l'ordre dans l'Etat français progresse toujours sur la même route, celle de la dictature ouverte.



Paris : Expulsion Violente de près de 200 personnes

Rue du château des rentiers, dans le XIIIéme arrondissement de Paris, un grand immeuble de 10 000 m2 était laissé vide depuis 2017 par son propriétaire, Amundi, gestionnaire de plus de 1500 milliards d'actifs.

Dans la journée du 6 janvier le collectif « Droit Au Logement » (D.A.L), une association de personnes sans logements, mal logées ou à la recherche de logement à tenter une occupation pacifique de cet immeuble vers 14H. Quand il s'agît d'un groupe pesant 1500 milliards, la Police ne se fait pas attendre et le commissaire du XIIIéme était déjà sur place vers 18H pour faire mine de négocier étant théoriquement obligé, en plein hiver, de chercher un relogement avant de procéder à une expulsion. Il n'en fut rien, les « négociations » furent stoppés nets et une plusieurs dizaines de flics armés de matraques, de boucliers et avec des molosses en laisses donnèrent courageusement l'assaut sur les quelques 200 occupant sans abris, pour la plupart des femmes et des enfants d'origines immigrées.

Faisant preuve du génie et de la subtilité qu'on lui connaît, la Police tentât de regrouper de force tous les occupants dans le hall de l'immeuble bien trop petit, en jetant la foule contre des portes fermés et en les forçant à s'agglutiner dans une seule pièce où les gens se piétinaient et s'asphyxiaient, dans ce mouvement de foule, une femme enceinte de huit mois fut bousculée et piétinée, et dût être conduite à l'hôpital par les pompiers.

Une Vidéo prise par une occupante montre également des flics frappant et insultant une femme brandissant une carte d'invalidité avant que la vidéo ne soit coupée de force.

Vers 19h l'immeuble était entièrement évacué et les expulsés étaient regroupés sur le trottoir sous la surveillance des flics.

Quelques dizaines d'habitants du quartier vinrent pour soutenir distribuer du cafés, et des militants parmi lesquels le syndicat étudiant Solidaires de Tolbiac et de La Cause du Peuple vinrent pour discuter avec les occupants. Les flics étaient qualifiées de « bêtes sauvages », on pouvait voir les tracts de coups sur plusieurs personnes, notamment des femmes, et les récits de violences étaient dans toute les bouches.

A sa réunion qu'il tenait le lendemain D.A.L déclarait que c'était une expulsion d'une violence qu'il n'avait jamais vu auparavant, la centaine de membres présents dans la salle scandait qu'ils ne se laisseraient pas faire, et le collectif a décidé de porter plainte en entrant en force dans le commissariat du XIIéme.

En France, il y'a plus de 3 millions de logements vides, dont plusieurs centaines de milliers à Paris, pour 900 000 personnes vivant dans des conditions indécentes et 150 000 à la rue. Nous ne laisserons pas des sociétés pesant plusieurs milliards laisser vide des immeubles entiers, les actions de collectifs comme le Dal doivent être soutenue et appuyées par les militants révolutionnaires.

Nous ne nous laisserons pas faire : occupation et réquisition des logements vides !

Paris : les riches détestent les autres

A Paris, depuis la dernière semaine de janvier, le gymnase Jean Bouin a été réquisitionné pour servir d'hébergement d'urgence pour 150 migrants de manière provisoire.

C'est une situation tout à fait normale en hiver, où tant de gens souffrent du froid dans la rue suite aux destructions systématiques par la police des abris de fortune de celles et ceux qui ne peuvent pas se loger, spécialement à Paris.

Sauf que cette fois ci, le gymnase était dans le 16ème arrondissement, en plein milieu des beaux quartiers, dans le complexe Jean Bouin entre Boulogne et le 16ème. Triste jour pour les bourgeois, qui se sont faits entendre. Avec des pétitions et des soutiens des élus de droite les "riverains" ont demandé l'expulsion immédiate du gymnase.

Les bourgeois adopteront toujours la même politique face à la misère : faire la charité et la repousser loin de chez eux. Seulement, celles et ceux qui la vivent au quotidien savent que ça ne peut pas être la réponse, que la réponse se trouve dans la révolution !



Brésil : Cesare Battisti capturé et extradé en Italie



Action de soutien devant le Consulat Général du Brésil, l'Ambassade de Bolivie et le Consulat Général d'Italie, à Paris. Le groupe a déclaré : "Porter la mémoire des luttes passées, défendre nos camarades. Là où la bourgeoise dénonce des "années de plomb", reconnaître et assumer des années de rêves et d'espoirs, de créativité et d'expérimentation. La lutte continue ! "

L'Italie des années 70, gouvernée sans partage par une démocratie chrétienne sans soutien populaire a connu une période de Lutte particulièrement violente que l'on surnommera plus tard « les années de plombs ». En voie d'être abandonnée par le Parti Communiste pourtant le plus massif du « monde libre » et menacée par un terrorisme fasciste sanguinaire bénéficiant d'une large impunité, la classe ouvrière italienne, fortement conscientisée s'est tourné vers la seule voie qui s'ouvrait à elle, celle de la violence révolutionnaire. Cesare Battisti était un de ces nombreux jeunes prolétaires qui décida de prendre les armes pour défendre et faire justice à sa classe.

Avec son groupe les « Prolétaire Armées pour le communisme » il organise sabotages et représailles contre patrons voyous et petits chef tortionnaires. Par Quatre fois ils tuèrent, un gardien de prison abusif et tortionnaire, pour venger un de leur camarade, ensuite deux bourgeois fascistes milanais qui avaient abattus de sang-froid des voleurs de viande et enfin un flic, tortionnaire lui aussi.

Il fût arrêté en 1979 mais parvins à s'évader pour le Mexique, puis vers la France. Entre temps il est jugé de manière expéditive, et condamné pour deux des meurtres commis par son organisation, sans réelles preuves de son implication directe. Lors de l'élection de Jacques Chirac il quitte la France pour le Brésil où il vivra en cavale jusqu'à obtenir la protection de Lula en 2008.

Si il a dénoncé l'irrégularité de son jugement et a toujours contesté avoir participé directement aux assassinats, il n'a jamais renié ses idées révolutionnaires et a vécu au Brésil depuis cette date, en vivant de la vente de ses livres.

Mais récemment, avec l'accession au pouvoir du fasciste Jair Bolsonaro, et celles quelques mois avant du non moins fasciste Matteo Salvini a la tête de facto du pouvoir Italien, la donne a été changée. La capture de Battisti était une des promesses de campagnes de Bolsonaro qui a promis de « purger le Brésil des rouges » et son élection a été saluée par le ministre Italien pour cette raison. Le 13 décembre dernier, un accord d'extradition a été signée.

Le 13 Janvier 2019 Cesare Battisti a été capturée par la Police Bolivienne alors qu'il venait de quitter le Brésil, il a été placée dans un avion ne direction de l'Italie, en vertu de cette accord avec le Brésil. A la suite de cette capture, le président italien s'est fendu d'un tweet grotesque et indécent adressé a Matteo Salvini où il disait qu'il avait « emballé son petit cadeau », image à l'appui.

Qu'il ait tué ou non, qu'il ait suivi une ligne correcte ou non, nous disons que Cesare Battisti avait raison de se révolter et que si les fascistes de la terre s'associent pour réprimer les communistes, nous devons nous préparer au pire, et rendre coup pour coup.

Pour Cesare Battisti et pour tous les révolutionnaires du Brésil, d'Italie et d'ailleurs, nous devons nous battre et résister.

Être révolutionnaire n'est pas un crime !

Meeting pour la Libération de Georges Abdallah

Ci-dessous texte de la Campagne pour la Libération de Georges Abdallah :



Succès unanime du meeting organisé samedi 02 février 2019, à Paris, par la campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah et qui a regroupé environ 150 personnes au plus fort de la soirée – et ce malgré le calendrier des luttes chargés sur Paris, ce samedi.

Cette rencontre s'est ouverte sur la lecture de plusieurs messages : celui de Georges Abdallah lui-même, de son frère Robert Abdallah au nom de la campagne internationale pour la libération de Georges Abdallah (Liban), de la campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah, des camarades de l'organisation du secteur pénitentiaire du Front Populaire pour la Libération de la Palestine et de l'organisation Samidoun.

Puis ont pris la parole : Omar Slaouti pour Rosa Parks, Saïd Bouamama pour le F.U.I.Q.P., Olivia Zemor pour CAPJPO EuroPalestine, deux camarades du Secours Rouge (Bruxelles), Youssef Boussoumah pour le P.I.R, Simon Assoun pour l'U.J.F.P. Enfin, ont été lus deux communiqués de soutien au meeting : l'un des camarades de l'Appel Belge pour la libération de Georges Abdallah et l'autre de camarades Péruviens de l'organisation Mar Armado de Masas (Espagne).

Le meeting s'est conclu sur l'annonce des prochaines actions de la campagne unitaire à venir et notamment sur le rappel de la manifestation nationale unitaire fin juin.

Tous les présents ont salué le haut niveau politique des déclarations et des interventions, ainsi que le caractère clairement unitaire et combatif de la soirée durant laquelle la salle a régulièrement scandé des mots d'ordre pour exiger la libération de notre camarade et exprimer sa solidarité indéfectible à la résistance du peuple Palestinien.

Enfin, la soirée s'est terminée sur des chants révolutionnaires entonnés par des militants et camarades arabes et repris en rythme par la salle.

Que mille initiatives fleurissent pour imposer la libération de notre camarade Georges Abdallah ! C'est ensemble et seulement ensemble que nous vaincrons !



Venezuela : ingérence impérialiste et tentative de coup d'Etat

Le 23 Janvier 2019, Juan Guaido, président de l'Assemblée Nationale, s'est autoproclamé illégalement "président par intérim" de la République. Il dirigeait jusqu'alors la seule institution contrôlée par la branche pro-américaine de la bourgeoisie vénézuélienne, à la tête d'une coalition anti-gouvernement.

Cette tentative de coup d'Etat fait écho à la rébellion de 27 soldats il y a plusieurs jours et aurait pu n'être qu'un épisode de plus dans la crise vénézuélienne sans l'intervention internationale. Mais voilà, après quelques heures seulement, l'impérialisme américain et l'impérialisme canadien, principaux maîtres en Amérique du Sud, ont immédiatement appuyé Guaido, suivis par les semi-colonies américaines comme le Brésil, la Colombie, le Pérou etc. Le groupe américain "De Lima", composé de 12 pays alignés sur les USA et le Canada, ne reconnaissent plus le gouvernement de Maduro depuis le début de ce mois. Dans un communiqué, la Maison Blanche est allée jusqu'à annoncer que les USA feraient peser tout leur poids "économique et diplomatique" afin que le renversement de régime soit complet. Le 24 janvier, les impérialismes proches des USA sur les questions sud-américaines, comme l'Etat français, ont appuyé la position pro-Guaido.

Maduro, lui, bénéficie du soutien de l'armée. Internationalement, il a été soutenu par l'impérialisme russe, par Cuba, par le Mexique et par l'impérialisme chinois, désormais principal importateur du pétrole vénézuélien en dépit des sanctions et déstabilisations économiques. Il n'est pas anodin que cette énième attaque américaine sur le gouvernement rentier de Maduro, qui va cette fois jusqu'au coup d'Etat, arrive précisément quelques mois après que la transition entre extraction au profit des USA et extraction au profit de la Chine se soit intensifiée. Cela fait écho aux derniers prêts chinois au gouvernement de Maduro, qui ont fait monter en septembre dernier le nombre de barils exportés vers la Chine à plus d'1 million par jour, plus de 70 % de la production du pays.

Dans ce bourbier et ces contradictions internes à la bourgeoisie, les masses populaires du Venezuela ont tout à gagner. Aujourd'hui, il faut dénoncer avant tout l'ingérence impérialiste, et lutter internationalement contre une intervention militaire ou le soutien matériel des impérialismes américains, canadiens, français etc au coup d'Etat, qui arriveront si le gouvernement de Maduro tient la barre face à Guaido. L'Etat compradore sur lequel se dresse le pouvoir des bureaucrates comme Maduro arrive lui aussi à bout de souffle, 20 ans après la "révolution bolivarienne". Repousser l'ingérence impérialiste est désormais et plus que jamais le premier devoir des révolutionnaires au Venezuela.

Philippines : assassinat brutal de Felix Randy Malayao

Ce matin, les Philippines se sont réveillées en apprenant le meurtre de Felix Randy Malayao, consultant des négociations de paix du NDFP (National Democratic Front of the Philippines, l'organisme chargé entre autres des discussions avec le gouvernement des Philippines au sujet de la guerre populaire menée par les Communistes).

Ka Randy (le nom politique de Felix Randy Malayao), a été retrouvé criblé de balles dans un bus à 2h30 du matin. Son assassin l'a tué de sang froid alors que Ka Randy était en train de dormir.

Le NDFP s'est exprimé en ces mots : "Ka Randy a été une victime de la torture et un prisonnier politique pendant des années […] son assassinat peut très bien être l'annonce de pires attaques contre les consultants du NDFP, dont certains, comme Vic Ladlad, Adel Silva et Rey Casambre, et tant d'autres, ont déjà été arbitrairement arrêtés et accusés avec des motifs frauduleux".

Felix Randy Malayao n'avait derrière lui aucune condamnation judiciaire, et pouvait se déplacer comme bon lui semble aux Philippines. Ce meurtre a tout d'un assassinat politique, commandité par le régime de Duterte. Pour ces raisons, José Maria Sison (consultant politique en chef du NDFP) a annoncé que le NDFP "était désormais dans un processus de reconsidération de sa politique ouverte aux négociations de paix avec la République des Philippines sous le régime de Duterte".

Il a ajouté que cet assassinat ne ferait qu'inspirer l'intensification de la lutte révolutionnaire armée dans tout le pays.

Une Action Directe devant la maison d'un ministre d'état

#Bringittotheirdoors Les membres de la Colonne de Lutte Anti-Expulsion ont rejoint le Groupe d'Action Directe du Bataillon de Fingal et Wicklow Dit Non pour une protestation silencieuse et pacifique au domicile du ministre d'État, Simon Harris.

L'action directe a été organisée pour tenir Harris responsable des dommages qu'il inflige à la classe ouvrière irlandaise.

Simon Harris et le reste de l'administration de l'État libre mènent une guerre de classe contre le peuple irlandais et facilitent les attaques contre les familles de la classe ouvrière et nos maisons par les vautours impérialistes.

Pendant trop longtemps, l'État libre a été autorisé à s'en tirer sans encombre, mais plus aujourd'hui.

Cette journée a été marquée par le lancement d'une campagne visant à foutre dehors tous ceux qui mènent une guerre contre la classe ouvrière irlandaise – les politiciens, les propriétaires, les banquiers, les shérifs et tous ceux qui s'alignent contre notre classe.

Tant que vous venez à nos portes, nous pouvons venir à la vôtre.

La classe ouvrière s'organise – le peuple est prêt à se battre. Les jours de l'État libre sont comptées

Victoire à la classe ouvrière irlandaise !



abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : **cdp@framalistes.org**

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à cdp@framalistes.org !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

cdp@framalistes.org

causedupeuple.info